



Communiqué

CAE publie ses résultats du quatrième trimestre et de l'exercice 2023

Quatrième trimestre de l'exercice 2023

- Produits des activités ordinaires de 1 256,5 millions \$, en hausse de 32 % par rapport à 955,0 millions \$ au T4 de l'exercice précédent
- Résultat par action (RPA) de 0,31 \$, par rapport à 0,17 \$ au T4 de l'exercice précédent
- RPA ajusté⁽¹⁾ de 0,35 \$, par rapport à 0,29 \$ au T4 de l'exercice précédent
- Résultat opérationnel de 186,6 millions \$, par rapport à 93,3 millions \$ au T4 de l'exercice précédent
- Résultat opérationnel sectoriel ajusté⁽¹⁾ de 201,9 millions \$, par rapport à 142,7 millions \$ au T4 de l'exercice précédent
- Flux de trésorerie disponibles⁽¹⁾ de 172,0 millions \$, par rapport à 187,6 millions \$ au T4 de l'exercice précédent
- Prises de commandes ajustées⁽¹⁾ records de 1,5 milliard \$, ce qui se traduit par un ratio valeur comptable des commandes/ventes⁽¹⁾ de 1,17

Exercice 2023

- Produits des activités ordinaires de 4,2 milliards \$, en hausse de 25 % par rapport à 3,4 milliards \$ pour l'exercice précédent
- RPA dilué de 0,70 \$, par rapport à 0,45 \$ pour l'exercice précédent
- RPA ajusté de 0,88 \$, par rapport à 0,84 \$ pour l'exercice précédent
- Résultat opérationnel de 474,0 millions \$, par rapport à 284,2 millions \$ pour l'exercice précédent
- Résultat opérationnel sectoriel ajusté de 548,1 millions \$, en hausse de 23 % par rapport à 444,5 millions \$ pour l'exercice précédent
- Flux de trésorerie disponibles de 335,7 millions \$, pour un taux de conversion⁽¹⁾ de 120 %
- Prises de commandes ajustées records de 5,0 milliards \$, ce qui se traduit par un carnet de commandes ajusté⁽¹⁾ record de 10,8 milliards \$ et un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,20

Montréal (Canada), le 31 mai 2023 – (NYSE : CAE; TSX : CAE) – CAE inc. (« CAE » ou la « Société ») annonce aujourd'hui des produits des activités ordinaires de 1 256,5 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2023, comparativement à 955,0 millions \$ pour l'exercice précédent. Le RPA s'est établi à 0,31 \$ au quatrième trimestre, comparativement à 0,17 \$ pour l'exercice précédent. Le RPA ajusté s'est établi à 0,35 \$, comparativement à 0,29 \$ pour l'exercice précédent. Le résultat opérationnel du trimestre s'est établi à 186,6 millions \$ (14,9 % des produits des activités ordinaires⁽¹⁾), comparativement à 93,3 millions \$ (9,8 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent. Au quatrième trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est fixé à 201,9 millions \$ (16,1 % des produits des activités ordinaires⁽¹⁾), par rapport à 142,7 millions \$ (14,9 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

Pour l'exercice 2023, les produits des activités ordinaires se sont établis à 4,2 milliards \$, par rapport à 3,4 milliards \$ pour l'exercice précédent. Le RPA dilué a totalisé 0,70 \$ pour l'exercice, par rapport à 0,45 \$ pour l'exercice 2022. Le RPA ajusté s'est établi à 0,88 \$ pour l'exercice considéré, comparativement à 0,84 \$ pour l'exercice précédent. Pour l'exercice, le résultat opérationnel s'est établi à 474,0 millions \$ (11,3 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 284,2 millions \$ (8,4 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 548,1 millions \$ (13,0 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 23 % par rapport à 444,5 millions \$ (13,2 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent. Les données financières sont exprimées en dollars canadiens.

Sommaire des résultats consolidés

(montants en millions, sauf les montants par action)	Exercice 2023	Exercice 2022	Variation en %	T4-2023	T4-2022	Variation en %
Produits des activités ordinaires	4 203,3 \$	3 371,3 \$	25 %	1 256,5 \$	955,0 \$	32 %
Résultat opérationnel	474,0 \$	284,2 \$	67 %	186,6 \$	93,3 \$	100 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté ⁽¹⁾	548,1 \$	444,5 \$	23 %	201,9 \$	142,7 \$	41 %
En % des produits des activités ordinaires ⁽¹⁾	13,0 %	13,2 %		16,1 %	14,9 %	
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	222,7 \$	141,7 \$	57 %	98,4 \$	55,1 \$	79 %
Résultat de base par action (RPA)	0,70 \$	0,46 \$	52 %	0,31 \$	0,17 \$	82 %
RPA dilué	0,70 \$	0,45 \$	56 %	0,31 \$	0,17 \$	82 %
RPA ajusté ⁽¹⁾	0,88 \$	0,84 \$	5 %	0,35 \$	0,29 \$	21 %
Prises de commandes ajustées ⁽¹⁾	5 049,1 \$	4 091,2 \$	23 %	1 465,3 \$	1 321,1 \$	11 %
Carnet de commandes ajusté ⁽¹⁾	10 796,4 \$	9 577,5 \$	13 %	10 796,4 \$	9 577,5 \$	13 %

⁽¹⁾ Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. Veuillez vous reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » du présent communiqué de presse pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

« CAE a affiché d'excellents résultats au quatrième trimestre, avec une croissance du résultat opérationnel sectoriel ajusté de plus de 40 %, qui a donné lieu à une croissance de 23 % pour l'ensemble de l'exercice. Preuve de la qualité de ces résultats, nous avons généré de solides flux de trésorerie disponibles, ce qui correspond à un taux de conversion du résultat net ajusté annuel de 1,2. Nous avons également étendu notre portée mondiale et assuré notre croissance future grâce à des prises de commandes annuelles records de 5,0 milliards \$, ce qui s'est traduit par un carnet de commandes ajusté exceptionnel de 10,8 milliards \$ », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Au cours de l'exercice, nous avons réalisé des progrès considérables pour ouvrir la voie à la mise en place d'une entreprise beaucoup plus grande dans l'avenir et à la transformation de notre secteur au moyen de l'innovation en matière de technologie numérique et d'un leadership d'opinion. Dans le secteur Civil, nous avons inauguré plusieurs nouveaux centres de formation et déployé 23 simulateurs dans notre réseau mondial, dans la foulée de la conclusion d'importantes ententes d'impartition avec des clients aux États-Unis, en Europe et en Australie et de l'augmentation de la demande de formation des pilotes dans tous les secteurs de l'aviation. Nous avons également réalisé d'excellents progrès dans la mise en œuvre de la nouvelle génération de solutions numériques pour les opérations aériennes pour notre secteur Civil et dans l'intégration en cours d'AirCentre. Le secteur Civil a également affiché d'excellents résultats financiers au cours de l'exercice, surpassant les marges du résultat opérationnel sectoriel ajusté annuelles qui étaient déjà très élevées au cours des exercices passés, avant même que le trafic des passagers renoue avec les niveaux d'avant la pandémie dans certaines régions clés. Pour l'exercice, nous avons obtenu des commandes d'une valeur record de 2,8 milliards \$ dans le secteur Civil, pour un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,30, ce qui illustre la forte demande soutenue pour nos solutions de formation et de soutien opérationnel. Dans le secteur Défense, nous avons affiché d'excellents progrès au chapitre de l'augmentation de la portée et de la rentabilité de nos activités, comme en témoignent les prises de commandes annuelles records de 2,0 milliards \$, pour un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,10. Nous avons également continué à consolider notre bassin d'occasions d'affaires, avec des soumissions et des propositions d'une valeur d'environ 9,3 milliards \$ qui sont en attente d'une décision de la part des clients. L'élargissement de nos capacités nous permet de convertir graduellement le carnet de commandes du secteur Défense en des programmes plus importants et plus rentables, comme le montrent les contrats clés d'entraînement et de simulation que nous avons récemment conclus en soutien de la U.S Army et de la U.S. Air Force. Enfin, dans le secteur Santé, nous avons accru notre part du marché de la simulation et enregistré encore une fois une croissance à deux chiffres des revenus grâce à notre équipe dynamique et à nos solutions extrêmement innovatrices. Pour l'avenir, nous sommes en excellente voie d'atteindre le taux de croissance composé du RPA sur trois ans (de l'exercice 2022 à l'exercice 2025) que nous ciblons, qui est de l'ordre de 25 %. Nos récents résultats

et l'ensemble élargi des occasions d'affaires qui s'offrent à nous renforcent ma conviction que nous sommes sur la bonne voie pour que CAE devienne plus grande, plus forte et plus rentable à l'avenir. »

Aviation civile (Civil)

Au quatrième trimestre, le secteur Civil a enregistré des produits des activités ordinaires de 661,4 millions \$, en hausse de 53 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 149,3 millions \$ (22,6 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 58,1 millions \$ (13,4 % des produits des activités ordinaires) pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent. Au quatrième trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté du secteur Civil a totalisé 162,9 millions \$ (24,6 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 96,3 millions \$ (22,3 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Au quatrième trimestre, le taux d'utilisation des centres de formation du secteur Civil s'est établi à 78 % et 17 simulateurs de vol (FFS) ont été livrés à des clients.

Pour l'exercice, les produits des activités ordinaires du secteur Civil se sont établis à 2 166,4 millions \$, en hausse de 34 % par rapport à l'exercice précédent. Pour l'exercice, le résultat opérationnel a totalisé 430,3 millions \$ (19,9 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 224,1 millions \$ (13,9 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier, et le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est fixé à 485,3 millions \$ (22,4 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 314,7 millions \$ (19,5 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent. Pour l'exercice, le taux d'utilisation des centres de formation du secteur Civil s'est établi à 72 % et 46 FFS ont été livrés à des clients.

Le secteur Civil a obtenu ce trimestre des contrats pour des solutions de formation et de soutien opérationnel d'une valeur de 841,5 millions \$. Parmi ceux-ci, mentionnons la vente de 19 FFS et des contrats de services de formation à long terme et de solutions numériques pour les opérations aériennes, dont une entente d'une durée de 5 ans avec Japan Airlines pour la formation des élèves-pilotes en vue de l'obtention de la licence de pilote, une entente de formation d'une durée de 3 ans avec Aerolineas Ejecutivas S.A. de C.V. et une entente d'une durée de 10 ans avec SkyWest Airlines pour une solution de gestion des équipages et des opérations aériennes de prochaine génération. Le secteur Civil a également conclu une coentreprise avec AEGEAN, la plus importante compagnie aérienne en Grèce, afin de créer le premier centre de formation perfectionné dans ce pays. Pouvant accueillir jusqu'à sept simulateurs de vol, le nouveau centre de formation devrait commencer à former les pilotes et les membres d'équipage d'ici la fin de 2023. Il s'agira du centre de formation au vol le plus perfectionné de l'Europe du Sud-Est et il sera alimenté en énergie verte. Depuis la clôture du trimestre, le secteur Civil a inauguré son centre de formation pour l'aviation d'affaires de Las Vegas, qui peut accueillir jusqu'à huit FFS, et annoncé son intention d'étendre son réseau de formation pour l'aviation d'affaires avec la mise en place d'un nouvel établissement en Europe centrale, plus précisément à Vienne, en Autriche, qui devrait ouvrir ses portes au second semestre de l'année civile 2024.

Pour l'exercice, le secteur Civil a obtenu des commandes d'une valeur record de 2,8 milliards \$, ce qui témoigne de la position de CAE en tant que partenaire de choix des compagnies aériennes, des exploitants de jets d'affaires, des fabricants OEM et des pilotes dans le monde entier. Parmi ces commandes, notons la vente de 62 FFS (comparativement à 48 pour l'exercice précédent) ainsi que des accords de formation à long terme avec des clients du monde entier.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Civil s'est établi à 1,27 pour le trimestre et à 1,30 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes ajusté du secteur Civil totalisait un montant record de 5,7 milliards \$ à la fin de l'exercice, ce qui représente une hausse de 16 % par rapport à l'exercice précédent.

Sommaire des résultats – Aviation civile

(montants en millions)	Exercice 2023	Exercice 2022	Variation en %	T4-2023	T4-2022	Variation en %
Produits des activités ordinaires	2 166,4 \$	1 617,8 \$	34 %	661,4 \$	432,7 \$	53 %
Résultat opérationnel	430,3 \$	224,1 \$	92 %	149,3 \$	58,1 \$	157 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	485,3 \$	314,7 \$	54 %	162,9 \$	96,3 \$	69 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	22,4 %	19,5 %		24,6 %	22,3 %	
Prises de commandes ajustées	2 827,1 \$	2 016,5 \$	40 %	841,5 \$	517,0 \$	63 %
Carnet de commandes ajusté	5 730,8 \$	4 919,2 \$	16 %	5 730,8 \$	4 919,2 \$	16 %

Renseignements non financiers supplémentaires

Nombre équivalent de simulateurs	257	246	4 %	265	246	8 %
FFS déployés dans le réseau de CAE	324	316	3 %	324	316	3 %
FFS livrés	46	30	53 %	17	7	143 %
Taux d'utilisation	72 %	60 %		78 %	69 %	

Défense et sécurité (Défense)

Au quatrième trimestre, le secteur Défense a enregistré des produits des activités ordinaires de 536,0 millions \$, en hausse de 14 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 29,0 millions \$ (5,4 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 25,8 millions \$ (5,5 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Au quatrième trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté du secteur Défense a totalisé 30,5 millions \$ (5,7 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 36,8 millions \$ (7,8 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice précédent.

Les produits des activités ordinaires du secteur Défense se sont établis à 1 844,2 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 15 % par rapport à l'exercice précédent. Pour l'exercice, le résultat opérationnel a totalisé 35,7 millions \$ (1,9 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 56,0 millions \$ (3,5 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent, et le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est fixé à 53,1 millions \$ (2,9 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 119,2 millions \$ (7,4 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

Le secteur Défense a obtenu des commandes d'une valeur de 564,7 millions \$ au cours du trimestre, portant le total pour l'exercice à un montant record de 2,0 milliards \$. Parmi les nouvelles ententes conclues ce trimestre, mentionnons une entente en Corée en vertu du programme de ventes militaires étrangères de la U.S. Navy pour un dispositif d'entraînement au vol opérationnel tactique MH-60R, ainsi que la prolongation et l'élargissement d'ententes avec la U.S. Army pour des services d'entraînement au vol et de soutien sur appareil à voilure fixe au centre de formation CAE Dothan, et avec l'U.S. Air Force pour la formation au vol initiale au centre de formation CAE Pueblo. Le secteur Défense a également obtenu un contrat pour fournir des services complets d'entraînement et de soutien dans le cadre du programme ASIST des Forces armées australiennes.

Après la clôture du trimestre, le secteur Défense a obtenu un contrat d'une valeur de 455 millions \$ US pour appuyer les services de soutien à l'entraînement de l'école de pilotage (FSTSS) à Fort Novosel, en Alabama (auparavant Fort Rucker), qui porte sur des solutions d'entraînement et de simulation pour l'entraînement au vol des débutants et des diplômés sur appareils à voilure tournante. Selon les modalités de ce contrat d'une durée de 12 ans, CAE construira et exploitera des simulateurs de vol lui appartenant pour les plateformes CH-47F et UH-60M afin de répondre aux exigences du centre d'excellence de la U.S. Army Aviation en matière de services de simulation des appareils à voilure tournante. Dispensé au centre d'excellence de la U.S. Army Aviation, le programme FSTSS est le plus important programme de formation sur hélicoptère au monde, et remplace l'ancien programme Flight School XXI, qui a pris en charge la formation d'environ 3 900 aviateurs de l'armée par an.

Toujours concernant la U.S. Army Aviation, le General Accountability Office des États-Unis a aussi maintenu la sélection du V-280 Valor de Bell pour la plateforme FLRAA (Future Long Range Assault Aircraft) de l'armée américaine. En tant que membre de l'équipe Valor, CAE est un partenaire clé en ce qui a trait à la prestation future de solutions d'entraînement et de simulation pour cette plateforme de prochaine génération. Grâce à sa position dominante dans le domaine de l'entraînement au vol dans le sud de l'Alabama, le secteur Défense s'est vu attribuer le contrat visant le volet des aéronefs à voilure tournante dans le cadre du programme Entraînement initial au vol (IFT-R) de la U.S. Air Force, dont la valeur maximale sera de 110,6 millions \$ US pour la durée totale du contrat, et en vertu duquel il assurera l'ensemble de l'entraînement initial au vol sur les hélicoptères de l'USAF. Dans le cadre du contrat IFT-R, CAE fournira une solution d'entraînement complète à partir de son centre de formation existant CAE Dothan, situé à Dothan, en Alabama.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense s'est établi à 1,05 pour le trimestre, soit le septième trimestre d'affilée où le ratio valeur comptable des commandes/ventes est supérieur à 1,00. Ce ratio s'est établi à 1,10 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes ajusté du secteur Défense totalisait 5,1 milliards \$ à la fin de l'exercice. En outre, le bassin d'occasions d'affaires du secteur Défense s'est solidifié, des soumissions et propositions d'une valeur de quelque 9,3 milliards \$ étant en attente d'une décision de la part des clients.

Sommaire des résultats – Défense et sécurité

<i>(montants en millions)</i>	Exercice 2023	Exercice 2022	Variation en %	T4-2023	T4-2022	Variation en %
Produits des activités ordinaires	1 844,2 \$	1 602,1 \$	15 %	536,0 \$	469,5 \$	14 %
Résultat opérationnel	35,7 \$	56,0 \$	(36) %	29,0 \$	25,8 \$	12 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	53,1 \$	119,2 \$	(55) %	30,5 \$	36,8 \$	(17) %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	2,9 %	7,4 %		5,7 %	7,8 %	
Prises de commandes ajustées	2 029,3 \$	1 923,3 \$	6 %	564,7 \$	751,3 \$	(25) %
Carnet de commandes ajusté	5 065,6 \$	4 658,3 \$	9 %	5 065,6 \$	4 658,3 \$	9 %

Santé

Au quatrième trimestre, le secteur Santé a enregistré des produits des activités ordinaires de 59,1 millions \$, en hausse de 12 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel a totalisé 8,3 millions \$ (14,0 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 9,4 millions \$ (17,8 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Au quatrième trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté a totalisé 8,5 millions \$ (14,4 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 9,6 millions \$ (18,2 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice précédent.

Les produits des activités ordinaires du secteur Santé se sont établis à 192,7 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 27 % par rapport à l'exercice précédent. Le résultat opérationnel a totalisé 8,0 millions \$ (4,2 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 4,1 millions \$ (2,7 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent, et le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est fixé à 9,7 millions \$ (5,0 % des produits des activités ordinaires) par rapport à 10,6 millions \$ (7,0 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent. Le secteur Santé a de nouveau enregistré une croissance de ses produits des activités ordinaires par rapport à l'exercice précédent, grâce à une organisation centrée sur l'excellence opérationnelle et à une plus grande portée.

Au cours du trimestre, le secteur Santé a conclu une importante vente, visant plusieurs simulateurs, qui était financée par une subvention de la Health Resources & Services Administration, ce qui illustre la pertinence continue de l'utilisation des simulateurs de patients en vue d'améliorer les résultats en santé, ainsi que l'intérêt soutenu à cet égard. En tant que leader d'opinion du secteur, le secteur Santé a été choisi pour présenter un laboratoire d'apprentissage immersif lors du plus grand événement de simulation du secteur, l'International Meeting of

Simulation in Healthcare, où il s'est associé au secteur Civil de CAE pour présenter une séance axée sur les similitudes entre la formation aéronautique et médicale afin d'améliorer la qualité des soins offerts et la sécurité des patients.

Sommaire des résultats – Santé

<i>(montants en millions)</i>	Exercice 2023	Exercice 2022	<i>Variation en %</i>	T4-2023	T4-2022	<i>Variation en %</i>
Produits des activités ordinaires	192,7 \$	151,4 \$	27 %	59,1 \$	52,8 \$	12 %
Résultat opérationnel	8,0 \$	4,1 \$	95 %	8,3 \$	9,4 \$	(12) %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	9,7 \$	10,6 \$	(8) %	8,5 \$	9,6 \$	(11) %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	5,0 %	7,0 %		14,4 %	18,2 %	

Technologies et innovation

Au cours du trimestre, CAE a atteint une grande étape technologique dans sa quête pour révolutionner la formation aéronautique dans les marchés des secteurs Civil et Défense. Une étude sur le terrain a été réalisée avec la Japan Air Self-Defense Force (JASDF) afin de valider les gains d'efficacité qui pourraient découler d'un entraînement tirant parti des plus récentes solutions de réalité virtuelle et solutions numériques fondées sur l'intelligence artificielle de CAE. L'étude a révélé une amélioration de près d'un niveau de maîtrise pour tous les participants à l'étude de la JASDF. La solution innovatrice intégrait CAE Rise, produit initialement conçu pour le secteur Civil, afin de permettre un entraînement plus efficace grâce à des évaluations objectives en temps réel. Elle intégrait également la technologie de rétroaction biométrique brevetée de CAE, permettant aux instructeurs d'ajuster la complexité en fonction des niveaux de stress, d'engagement et de charge de travail cognitive des étudiants.

Autres points saillants financiers

CAE a engagé des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 15,3 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2023, essentiellement au titre de l'acquisition, à l'exercice 2022, de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes (AirCentre).

Les entrées nettes de trésorerie provenant des activités opérationnelles se sont établies à 180,6 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 206,8 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie disponibles se sont fixés à 172,0 millions \$ ce trimestre, comparativement à 187,6 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Pour l'exercice, les entrées nettes de trésorerie provenant des activités opérationnelles ont totalisé 408,4 millions \$, comparativement à 418,2 millions \$ l'an dernier, et les flux de trésorerie disponibles se sont établis à 335,7 millions \$, comparativement à 341,5 millions \$ l'an dernier. Le taux de conversion⁽¹⁾ s'est établi à 120 % pour l'exercice 2023.

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 33,3 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 25 %, par rapport à un taux d'imposition effectif de 6 % au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Le taux d'imposition a été touché par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition. Abstraction faite de ces coûts ainsi que de l'ajustement transitoire lié à l'infonagique à l'exercice précédent, le taux d'imposition utilisé pour calculer le résultat net ajusté et le RPA ajusté se serait établi à 24 % pour le trimestre considéré, par rapport à 15 % pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance⁽¹⁾ ont totalisé 62,9 millions \$ pour le trimestre et 268,8 millions \$ pour l'exercice, principalement afin de soutenir les occasions de croissance rentables du réseau mondial de formation aéronautique du secteur Civil.

À la fin de l'exercice, la dette nette⁽¹⁾ était de 3 032,5 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté⁽¹⁾ était de 3,41. À la fin du trimestre précédent, la dette nette était de 3 073,0 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté était de 3,74.

Pour le trimestre considéré, le montant net des charges financières s'est établi à 51,4 millions \$, comparativement à 48,8 millions \$ au trimestre précédent et à 32,5 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation des charges financières par rapport aux deux périodes comparatives reflète essentiellement l'incidence de la hausse des taux d'intérêt sur nos titres d'emprunt à taux variable ainsi que le solde accru des facilités de crédit.

Le rendement du capital utilisé ajusté (RCUA)⁽¹⁾ s'est établi à 5,7 % pour le trimestre, comparativement à 5,5 % au trimestre précédent et à 6,2 % au quatrième trimestre de l'exercice précédent.

⁽¹⁾ Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. Veuillez vous reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » du présent communiqué de presse pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)

Ce trimestre, CAE a achevé sa feuille de route ESG quinquennale et le plan de mise en œuvre connexe, dont les détails, ainsi que des renseignements supplémentaires sur le rendement ESG de CAE pour l'exercice 2023, seront publiés à la fin du mois de juin dans le rapport annuel d'activité et de développement durable de la Société. En février dernier, CAE a tenu un forum sur la chaîne d'approvisionnement en présentiel à l'intention de ses principaux fournisseurs stratégiques. Plusieurs dirigeants et leaders de CAE ont offert des perspectives sur le parcours de CAE en matière de développement durable, ont partagé les meilleures pratiques et ont participé à des séances de formation et à des ateliers visant à élever le niveau de compétence des participants en matière d'empreinte carbone et de changements climatiques. Le parcours de décarbonation de CAE est lié à celui de ses fournisseurs et la Société est déterminée à collaborer avec eux pour en maximiser l'impact. Dans la même veine, CAE s'est jointe à l'International Aerospace Environmental Group (IAEG), un groupe de fabricants OEM des domaines de l'aéronautique et de la défense qui vise à favoriser la croissance durable du secteur grâce à des pratiques responsables. L'IAEG élabore des normes communes pour évaluer le rendement ESG des fournisseurs du secteur. En participant à l'IAEG, CAE contribuera à l'harmonisation des exigences ESG pour les fournisseurs du secteur de l'aéronautique et de la défense. CAE a également été admise au RE100 du Climate Group, un collectif de 400 entreprises mondiales les plus engagées dans l'utilisation de l'énergie renouvelable dans le monde. L'inclusion de CAE dans ce groupe témoigne une fois de plus du sérieux de ses réalisations et de ses engagements en matière d'énergie renouvelable.

Pour en savoir plus sur la feuille de route et les réalisations de CAE en matière de développement durable, consultez le rapport, au www.cae.com/fr/responsabilite-sociale/.

Perspectives de la direction pour l'exercice 2024

CAE exécute une stratégie de croissance qui lui permettra de devenir une entreprise plus grande, plus forte et plus rentable que jamais. Grâce à des investissements de croissance rentables et à une solide exécution, son secteur Civil, le plus important au sein de CAE, a récemment surpassé la rentabilité de 2019, avant même la reprise complète du trafic passagers dans certaines régions clés, et il continue d'afficher un solide élan de croissance. La Société est en bonne voie d'atteindre le taux de croissance composé du RPA sur trois ans (de l'exercice 2022 à l'exercice 2025) de l'ordre de 25 % qu'elle cible, grâce aux bons résultats soutenus du secteur Civil, à l'initiative pluriannuelle de transformation en cours dans le secteur Défense, ainsi qu'à l'accroissement de la portée et de la rentabilité du secteur Santé. La réalisation de la stratégie de croissance de CAE devrait amener une base d'activités

beaucoup plus importante avec une structure de capital qui la dotera d'une grande marge de manœuvre pour équilibrer ses investissements dans son avenir avec les remboursements de capital à ses actionnaires.

La direction maintient sa vision très positive de son potentiel de croissance sur plusieurs années. Bien que certains obstacles persistent au niveau macroéconomique dans l'économie en général (facteurs géopolitiques, inflation, coûts de financement), les tendances à long terme attendues sont très favorables dans tous les secteurs d'activité de CAE. La volonté accrue des compagnies aériennes de confier à CAE leurs activités de formation et de soutien opérationnel numérique cruciales ainsi que leurs besoins en gestion des équipages, ainsi que la forte demande prévue de formation de pilotes dans les domaines de l'aviation commerciale et de l'aviation d'affaires sont des éléments positifs durables pour le secteur Civil. La direction estime que le secteur Défense se trouve dans les premières étapes d'un cycle haussier prolongé, stimulé par les tensions géopolitiques et les engagements accrus des gouvernements en matière de modernisation et de préparation de la défense. L'évolution des priorités de défense nationale vers un accent accru sur les menaces provenant d'adversaires de force comparable et la reconnaissance de la hausse du besoin pour des solutions numériques et synthétiques immersives qui tirent parti de l'expertise de CAE en matière de simulation et de formation dans le domaine de l'aviation commerciale sont autant de facteurs qui sont favorables au secteur Défense de CAE. Le secteur Santé, quant à lui, est prêt à saisir les occasions découlant de la forte demande de personnel infirmier et les occasions d'affaires de plus en plus nombreuses dans le domaine de la simulation médicale.

La Société s'attend à ce que le secteur Civil continue de croître à un rythme supérieur à celui du marché, grâce aux étapes finales de la reprise cyclique en Asie et au niveau élevé et soutenu de la demande de pilotes et de formation des pilotes dans tous les segments de l'aviation civile. Pour l'exercice 2024, la direction prévoit une croissance annuelle du résultat opérationnel sectoriel ajusté du secteur Civil, avec des marges dans la fourchette actuelle, en raison de l'augmentation de la formation et de la hausse des volumes de livraison de FFS aux clients, ainsi que des déploiements continus de simulateurs en vue d'agrandir le réseau mondial de formation de CAE. Le secteur Civil de CAE devrait connaître un cycle saisonnier plus habituel pour l'exercice 2024, avec un rendement plus élevé au second semestre de l'exercice. En plus de continuer à accroître sa part du marché de la formation aéronautique et de renforcer sa position dans le domaine des services aériens numériques, le secteur Civil prévoit maintenir sa part de premier plan des ventes de FFS et livrer une cinquantaine de FFS à des clients du monde entier au cours de l'exercice, dont environ les trois quarts au second semestre.

Le secteur Défense de CAE a entrepris une transformation pluriannuelle qui devrait donner lieu à une entreprise considérablement plus grande et plus rentable. À ce jour, le secteur Défense s'est transformé en la plus importante entreprise mondiale d'entraînement et de simulation, peu importe la plateforme, dans les cinq domaines du marché de la défense. Il est particulièrement bien placé pour tirer parti des innovations de CAE en aviation commerciale afin de transformer l'entraînement grâce à l'application d'analyses avancées et de technologies de pointe. Cette position devrait accroître le potentiel d'obtention de nouvelles occasions d'affaires dans le monde, accéléré par une capacité et une clientèle élargies. Les contrats récemment obtenus par le secteur Défense, son carnet de commandes ajusté record, ses soumissions et propositions d'une valeur de 9,3 milliards \$ en attente de la décision des clients et le ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,10 qu'il a enregistré pour les 12 derniers mois sont autant de facteurs illustrant le bien-fondé de sa stratégie de transformation. Les événements géopolitiques actuels ont galvanisé les priorités de la défense nationale aux États-Unis et dans l'ensemble des pays de l'OTAN, et la direction s'attend à ce que l'augmentation des dépenses et la priorité spécifique accordée à l'état de préparation de la défense se traduisent par des occasions d'affaires supplémentaires pour CAE dans les années à venir.

À l'exercice 2024, le secteur Défense compte poursuivre le renouvellement de son carnet de commandes avec des programmes plus importants et plus rentables, tout en s'attaquant à une masse critique de contrats existants à plus faible marge. La direction continue de cibler précisément l'exécution; pour l'ensemble de l'exercice, elle s'attend à une amélioration de la performance chaque trimestre par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, avec une pondération plus importante au second semestre, conformément au caractère saisonnier historique des activités. À court terme, les considérations externes susceptibles de toucher le secteur Défense comprennent les retards dans les commandes qui pourraient survenir au cours des 12 prochains mois compte tenu de l'incertitude entourant les crédits budgétaires du gouvernement américain. Au même moment, le secteur Défense s'attend à ce que les problèmes aigus de chaîne d'approvisionnement et de main-d'œuvre auxquels il a été confronté au cours des 12 derniers mois continuent de s'estomper. À long terme, CAE continue de s'attendre à une croissance supérieure dans le secteur Défense, grâce à la conversion de ses soumissions en prises de commandes dont la marge est plus élevée et de l'exécution de contrats générant des profits élevés pendant plusieurs années.

La direction est d'avis que le secteur Santé pourrait accélérer sa création de valeur à mesure qu'il accroît sa part du marché de la simulation et de la formation en soins de santé et poursuit la croissance de son chiffre d'affaires et de son résultat net.

Le total des dépenses d'investissement en immobilisations pour l'exercice 2024 devrait être d'environ 50 millions \$ supérieur à celui affiché pour le dernier exercice, principalement en raison du montant plus élevé des investissements internes relatifs axés sur le marché qui seront consacrés à l'expansion du réseau de formation aéronautique du secteur Civil, au déploiement de simulateurs et à l'impartition de la formation par les clients. Habituellement, les investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie sont plus élevés au premier semestre de l'exercice et, à l'instar des exercices précédents, la direction prévoit qu'une partie de ces investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie seront repris au second semestre. La Société continue de viser une conversion de 100 % du résultat net ajusté en flux de trésorerie disponibles pour l'exercice. Conformément à ses priorités d'investissement de croissance et à ses hypothèses en matière de fonds de roulement hors trésorerie pour l'exercice 2024, la Société s'attend à enregistrer des charges financières d'environ 50 millions \$ par trimestre, et ce, au moins pour le premier semestre de l'exercice. La direction garde le cap sur des investissements internes en phase avec la demande des clients, l'intégration et l'accroissement des investissements récents, et le désendettement progressif de son bilan. CAE continue de prévoir que son ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté diminuera pour devenir inférieur à 3,00 d'ici le milieu de l'exercice, moment auquel elle estime être en mesure d'envisager le rétablissement des remboursements de capital aux actionnaires. Selon CAE, son taux d'imposition effectif annuel sera d'environ 22 %.

Les perspectives de la direction pour l'exercice 2024 et les objectifs et attentes ci-dessus constituent des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables et sont fondés sur un certain nombre d'hypothèses, notamment en ce qui concerne les conditions de marché en vigueur, les facteurs macroéconomiques et géopolitiques, les chaînes d'approvisionnement et les marchés du travail. Pour établir ses perspectives pour l'exercice 2024, la direction suppose qu'il n'y aura pas d'autres perturbations de l'économie mondiale, du trafic aérien, des activités de CAE et de sa capacité à fournir des produits et des services. Les attentes sont également assujetties à nombre de risques et d'incertitudes et sont fondées sur des hypothèses concernant la réceptivité des clients aux solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, ainsi que sur les hypothèses importantes formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2023 de CAE, qui sont tous disponibles sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR (www.sedar.com) et sur EDGAR (www.sec.gov). Veuillez consulter les sections intitulées « *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* », « *Hypothèses importantes* » et « *Risques importants* », plus loin.

Information détaillée

Nous recommandons fortement aux lecteurs de consulter le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2023, qui sont disponibles sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR (www.sedar.com) et sur EDGAR (www.sec.gov). Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

Conférence téléphonique sur les résultats du T4 et de l'exercice 2023

Marc Parent, président et chef de la direction de CAE; Sonya Branco, vice-présidente exécutive, Finances, et chef de la direction financière; et Andrew Arnovitz, vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise, tiendront une conférence téléphonique qui sera axée sur les résultats aujourd'hui à 14 h (HE). La conférence est destinée aux analystes, aux investisseurs institutionnels et aux médias. Le numéro à composer pour entendre cette téléconférence est le +1-877-586-3392 ou le +1-416-981-9024. Une diffusion audio en direct sera accessible sur le site Web de CAE à www.cae.com.

CAE fournit aux personnes occupant des fonctions critiques le savoir-faire et les solutions nécessaires afin de rendre le monde plus sécuritaire. En tant qu'entreprise technologique, nous tirons parti des technologies numériques pour recréer le monde réel en déployant des solutions logicielles de formation fondées sur la simulation et de soutien opérationnel critique. Par-dessus tout, nous permettons aux pilotes, aux membres d'équipage, aux compagnies aériennes, aux forces de défense et de sécurité et aux professionnels de la santé de donner le meilleur d'eux-mêmes, chaque jour et lorsque les enjeux sont les plus élevés. Dans le monde entier, nous sommes présents partout où les clients ont besoin de nous, avec plus de 13 000 employés répartis dans environ 250 emplacements et centres de formation dans plus de 40 pays. CAE s'appuie sur plus de 75 ans d'innovations dans la conception de simulateurs de vol, de missions et médicaux de la plus haute-fidélité possible et des programmes de formation, alimentés par les technologies numériques. Nous intégrons le développement durable dans tout ce que nous faisons. Aujourd'hui comme demain, nous nous assurerons que nos clients sont prêts lors des moments qui comptent le plus.

Mise en garde concernant les contraintes liées au communiqué sommaire des résultats

Ce communiqué sommaire des résultats renferme des renseignements limités qui visent à aider le lecteur à évaluer le rendement de CAE, mais ces renseignements ne devraient pas être utilisés par les lecteurs qui ne connaissent pas CAE et ne devraient en aucun cas remplacer les états financiers, les notes annexes aux états financiers et le rapport de gestion de CAE.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent communiqué de presse contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos futurs produits des activités ordinaires, notre bénéfice, la croissance de nos flux de trésorerie, les tendances du bénéfice, nos dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et nos expansions et initiatives nouvelles, y compris les initiatives liées aux questions ESG, nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique et politique en général, les tendances inflationnistes, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, notre gestion de la chaîne d'approvisionnement, les marchés potentiels estimés, la demande pour les produits et les services de CAE, notre accès aux ressources en capital, notre situation financière, l'accroissement prévu de divers paramètres financiers, les remboursements de capital prévus pour les actionnaires, nos perspectives commerciales, nos occasions d'affaires, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques, et notre position concurrentielle et de chef de

file dans nos marchés, l'accroissement de nos parts de marché, la capacité de CAE de répondre à la demande pour les nouvelles technologies et son degré de préparation pour ce faire, la durabilité de nos activités, ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques.

Étant donné que les énoncés et les renseignements prospectifs se rapportent à des événements futurs ou à la performance future et reflètent les attentes ou les croyances actuelles concernant des événements futurs, ils sont habituellement identifiés par l'emploi de termes comme « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « planifier », « chercher à », « devoir », « probable », « stratégie », « futur » ou la forme négative de ces termes ou d'autres variations de ceux-ci laissant entendre la possibilité de résultats futurs ou indiquant des énoncés concernant des perspectives. Tous ces énoncés constituent des « énoncés prospectifs » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables et des « énoncés prospectifs » au sens des dispositions d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*.

De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent que nous formulions des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes inhérents à nos activités qui pourraient faire en sorte que les résultats réels au cours de périodes futures diffèrent considérablement des résultats indiqués dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts. Les déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué représentent nos attentes en date du 31 mai 2023 et, par conséquent, peuvent changer après cette date. Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les informations et déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué sont expressément visées par la présente mise en garde. De plus, les énoncés comportant « à notre avis » ou d'autres expressions semblables reflètent nos opinions sur un sujet donné. Ces énoncés sont fondés sur l'information dont nous disposons en date du présent communiqué de presse. Bien que nous soyons d'avis que cette information constitue un fondement raisonnable à ces énoncés, elle peut être limitée ou incomplète. Nos énoncés ne doivent pas être interprétés comme le reflet d'une enquête exhaustive sur la totalité de l'information pertinente ou d'un examen de toute cette information. Ces énoncés sont intrinsèquement incertains, et les investisseurs sont priés de ne pas se fier indûment à ces énoncés. Sauf indication contraire de CAE, ces déclarations ne tiennent pas compte de l'incidence potentielle d'éventuels éléments exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, autres regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être annoncés ou survenir après le 31 mai 2023. Les répercussions financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Nous ne pouvons donc pas décrire les répercussions prévues de façon significative ou de la même façon que nous présentons les risques connus qui touchent notre entreprise. Les énoncés prospectifs présentés dans ce communiqué visent à aider les investisseurs et d'autres parties à comprendre certains éléments clés de nos résultats financiers prévus pour l'exercice 2024 et à obtenir une meilleure compréhension de notre environnement opérationnel prévu. Les lecteurs sont avisés que ces renseignements peuvent ne pas convenir à d'autres fins.

Hypothèses importantes

Les énoncés prospectifs dans le présent communiqué de presse sont basés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter : la conjoncture de marché, l'instabilité géopolitique, la réceptivité des clients envers nos solutions de formation et de soutien opérationnel, l'exactitude de nos estimations des marchés potentiels et des occasions sur les marchés, la réalisation des économies de coûts récurrentes annuelles prévues et des autres avantages escomptés des initiatives de restructuration et des programmes d'excellence opérationnelle, la capacité de répondre aux pressions inflationnistes prévues et la capacité de compenser les hausses des coûts au moyen de hausses des prix, l'incidence réelle des perturbations logistiques de la chaîne d'approvisionnement mondiale sur l'offre, les niveaux de production et les coûts, la stabilité des taux de change, la capacité à couvrir les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, la disponibilité d'emprunts sur lesquels effectuer des prélèvements et l'utilisation d'une ou de plusieurs de nos conventions de crédit de premier rang, les liquidités disponibles provenant de notre trésorerie et équivalents de trésorerie, des montants non utilisés sur notre facilité de crédit renouvelable, du solde disponible dans le cadre de notre facilité d'achat de créances, de l'hypothèse que nos flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et l'accès continu au financement par emprunt suffiront pour répondre aux besoins financiers dans un avenir prévisible, l'accès aux ressources en capital attendues dans les délais prévus, l'absence de répercussions importantes d'ordre financier, opérationnel ou concurrentiel découlant de modifications de la réglementation touchant nos activités, notre capacité à conserver nos contrats et à en obtenir de nouveaux, notre capacité à réaliser des synergies et à maintenir notre position sur le marché à la suite de l'exécution fructueuse des plans d'intégration liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre, notre capacité à achever par ailleurs l'intégration des activités de L3H MT et d'AirCentre acquises dans les délais prévus et selon les coûts prévus, notre capacité à attirer et à retenir des employés clés en lien avec les acquisitions de L3H MT et d'AirCentre, les estimations et attentes de la direction par rapport à la conjoncture économique et commerciale future et autres facteurs liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre et aux effets connexes sur la croissance et l'accroissement de divers paramètres financiers, la réalisation des avantages stratégiques, financiers et autres attendus des acquisitions de L3H MT et d'AirCentre dans les délais prévus, les conditions économiques, politiques et du secteur prévues, l'exactitude et l'exhaustivité des informations, y compris l'information financière, communiquées au grand public et autres par L3Harris Technologies et AirCentre, et l'absence de coûts ou de passifs non déclarés importants liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre. Le transport aérien est un moteur important de l'activité de CAE et la direction s'appuie sur les analyses de l'Association du transport aérien international (IATA) pour étayer ses hypothèses sur le rythme et le profil de la reprise dans son principal marché de l'aviation civile. Par conséquent, les hypothèses énoncées dans le présent communiqué et, par ricochet, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses, pourraient se révéler inexacts. Pour de plus amples renseignements, y compris à l'égard des autres hypothèses sous-jacentes aux énoncés prospectifs formulés dans le présent communiqué de presse, veuillez vous reporter à la rubrique pertinente du rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2023, qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com), sur celui de SEDAR (www.sedar.com) et sur celui d'EDGAR (www.sec.gov).

Risques importants

Les risques importants qui pourraient faire en sorte que les résultats ou événements actuels diffèrent considérablement de ceux exprimés ou sous-tendus dans nos énoncés prospectifs sont mentionnés dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2023, disponible sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR (www.sedar.com) et sur EDGAR (www.sec.gov). Les lecteurs sont informés que les risques divulgués pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos énoncés prospectifs. Nous devons souligner le fait que la liste des facteurs de risque n'est pas exhaustive et d'autres facteurs pourraient également avoir des répercussions défavorables sur nos résultats.

Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières

Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. La direction estime que ces mesures sont des indicateurs supplémentaires de notre rendement opérationnel et des tendances en la matière, et qu'elles facilitent la comparaison entre les périodes.

Certaines mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières sont fournies à la fois sur une base consolidée et séparément pour chacun de nos secteurs (Aviation civile, Défense et sécurité et Santé), car nous analysons leurs résultats et leur rendement séparément.

Les calculs des mesures non conformes aux IFRS et les rapprochements avec les mesures les plus directement comparables selon les IFRS sont également présentés ci-après à la rubrique « Calculs et rapprochements » du présent communiqué.

Mesures du rendement

Marge opérationnelle (résultat opérationnel en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle est une mesure financière supplémentaire qui correspond au résultat opérationnel divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle nous permet de comparer plus facilement nos résultats entre les périodes.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS qui donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, après ajustement pour tenir compte des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que des pertes de valeur et des autres profits et pertes découlant des transactions stratégiques importantes ou d'événements spécifiques. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023), de l'ajustement transitoire lié à l'infonagique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022) et des pertes de valeur et des autres profits et pertes liés à la pandémie de COVID-19 (tel qu'il est décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2021). Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel sectoriel ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il nous permet de comparer plus facilement nos résultats entre les périodes. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté sur une base consolidée est un total des mesures sectorielles, puisqu'il s'agit de la mesure de rentabilité qu'utilise la direction pour prendre des décisions sur l'attribution des ressources aux secteurs et évaluer la performance sectorielle.

Marge opérationnelle sectorielle ajustée (résultat opérationnel sectoriel ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle sectorielle ajustée est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat opérationnel sectoriel ajusté divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle nous permet de comparer plus facilement nos résultats entre les périodes.

Résultat net ajusté

Le résultat net ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS que nous utilisons comme mesure additionnelle de nos résultats opérationnels. Il correspond au résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société au titre des activités poursuivies, après ajustement pour tenir compte des coûts de restructuration, des coûts d'intégration, des coûts d'acquisition et des pertes de valeur et des autres profits et pertes découlant des transactions stratégiques importantes ou d'événements spécifiques, après impôt, de même que des éléments fiscaux non récurrents importants. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023), de l'ajustement transitoire lié à l'infonagique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022) et des pertes de valeur et des autres profits et pertes liés à la pandémie de COVID-19 (tel qu'il est décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2021). Nous suivons l'évolution du résultat net ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il nous permet de comparer plus facilement nos résultats entre les périodes.

Résultat par action (RPA) ajusté

Le résultat par action ajusté est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré dilué d'actions. Nous calculons ce ratio parce que nous estimons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle par action et qu'il facilite la comparaison entre les périodes.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière non conforme aux IFRS qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations financières courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité qui correspond aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les variations des actifs de gestion des ressources d'entreprise (GRE) et des autres actifs sans lien avec la croissance, ainsi que les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

BAIIA et BAIIA ajusté

Le BAIIA est une mesure financière non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net avant l'impôt sur le résultat, les charges financières nettes et la dotation aux amortissements. En outre, le BAIIA ajusté est ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de dépréciation d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023), de l'ajustement transitoire lié à l'infonagique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022) et des pertes de valeur et des autres profits et pertes liés à la pandémie de COVID-19 (tel qu'il est décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2021). Nous utilisons le BAIIA et le BAIIA ajusté pour évaluer notre performance opérationnelle en éliminant l'incidence des éléments hors exploitation ou hors trésorerie.

Taux de conversion

Le taux de conversion est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond aux flux de trésorerie disponibles divisés par le résultat net ajusté. Nous l'utilisons pour évaluer notre performance en matière de génération de flux de trésorerie et comme base d'évaluation de notre structure de capitalisation.

Mesures de la liquidité et de la structure du capital

Rendement du capital utilisé (RCU) et RCU ajusté

Le RCU est un ratio non conforme aux IFRS calculé sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, ajusté par les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé. Pour sa part, le RCU ajusté est aussi ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023), de l'ajustement transitoire lié à l'infonagique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022) et des pertes de valeur et des autres profits et pertes liés à la pandémie de COVID-19 (tel qu'il est décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2021). Nous utilisons le RCU et le RCU ajusté pour évaluer la rentabilité de notre capital investi.

Dettes nettes

La dette nette est une mesure de gestion du capital qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme totale, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté des douze derniers mois. Nous l'utilisons parce qu'il reflète notre capacité à respecter nos obligations en matière de dette.

Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique. La somme des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et à la croissance représente le total de nos dépenses en immobilisations corporelles.

Mesures de la croissance

Prises de commandes ajustées

Les prises de commandes ajustées sont une mesure financière supplémentaire qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous

n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes ajustées que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;

- Pour le secteur Santé, une prise de commande ajustée est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des prises de commandes ajustées correspond aux produits des activités ordinaires.

Carnet de commandes ajusté

Le carnet de commandes ajusté est une mesure financière supplémentaire qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options :

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes ajustées que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes ajustées de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes ayant force obligatoire du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues du gouvernement des États-Unis, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. L'incertitude découle du calendrier des autorisations de financement, qui dépend du cycle budgétaire du gouvernement, lequel est fondé sur une fin d'exercice en septembre. Le carnet de commandes ajusté tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, que nous définissons comme étant au moins 80 % probable, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ). Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes ajustées de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

Ratio valeur comptable des commandes/ventes

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes est une mesure financière supplémentaire qui correspond aux prises de commandes ajustées divisées par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous l'utilisons pour surveiller le niveau de croissance future de l'entreprise au fil du temps.

Définition des renseignements non financiers supplémentaires

Simulateurs de vol (FFS) dans le réseau de CAE

Un FFS est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS dans le réseau n'inclut que les FFS haute-fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

Unités NES

Le NES est une mesure qui nous indique le nombre moyen total de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Par exemple, dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être démenagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est une mesure que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

Calculs et rapprochements

Rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté

<i>(montants en millions)</i>	Aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
<i>Trimestres clos les 31 mars</i>								
Résultat opérationnel	149,3 \$	58,1 \$	29,0 \$	25,8 \$	8,3 \$	9,4 \$	186,6 \$	93,3 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	13,6	26,6	1,5	9,2	0,2	0,2	15,3	36,0
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers								
Ajustement transitoire lié à l'infonuagique	—	11,6	—	1,8	—	—	—	13,4
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	162,9 \$	96,3 \$	30,5 \$	36,8 \$	8,5 \$	9,6 \$	201,9 \$	142,7 \$

<i>(montants en millions)</i>	Aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
<i>Exercices clos les 31 mars</i>								
Résultat opérationnel	430,3 \$	224,1 \$	35,7 \$	56,0 \$	8,0 \$	4,1 \$	474,0 \$	284,2 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	52,0	79,0	10,6	61,4	1,7	6,5	64,3	146,9
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers								
Reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation	3,0	—	6,8	—	—	—	9,8	—
Ajustement transitoire lié à l'infonuagique	—	11,6	—	1,8	—	—	—	13,4
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	485,3 \$	314,7 \$	53,1 \$	119,2 \$	9,7 \$	10,6 \$	548,1 \$	444,5 \$

Rapprochement du résultat net ajusté et du RPA ajusté

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos les		Exercices clos les	
	2023	31 mars 2022	2023	31 mars 2022
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	98,4 \$	55,1 \$	222,7 \$	141,7 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, après impôt	12,5	27,1	49,4	110,0
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers				
Reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation, après impôt	—	—	7,1	—
Ajustement transitoire lié à l'infonuaigique, après impôt	—	9,8	—	9,8
Résultat net ajusté	110,9 \$	92,0 \$	279,2 \$	261,5 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	318,7	318,5	318,4	312,9
RPA ajusté	0,35 \$	0,29 \$	0,88 \$	0,84 \$

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

<i>(montants en millions)</i>	Exercice	Exercice	T4-2023	T4-2022
	2023	2022		
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	522,9 \$	395,7 \$	158,5 \$	83,2 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(114,5)	22,5	22,1	123,6
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	408,4 \$	418,2 \$	180,6 \$	206,8 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance	(62,8)	(55,4)	(14,8)	(16,1)
Variation des actifs de gestion des ressources d'entreprise et des autres actifs	(45,6)	(37,4)	(14,9)	(10,4)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles (Paiements nets versés aux) produit net tiré des participations mises en équivalence	5,7	8,4	0,9	0,3
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	(10,9)	(19,4)	(0,4)	0,5
Flux de trésorerie disponibles	335,7 \$	341,5 \$	172,0 \$	187,6 \$

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

Rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, du ratio de la dette nette sur le BAIIA et du ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

<i>(montants en millions, sauf les ratios de la dette nette sur le BAIIA)</i>	Périodes de douze mois closes les	
	2023	31 mars 2022
Résultat opérationnel	474,0 \$	284,2 \$
Dotations aux amortissements	342,2	310,5
BAIIA	816,2 \$	594,7 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	64,3	146,9
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers		
Reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation	9,8	—
Ajustement transitoire lié à l'infonuaigique	—	13,4
BAIIA ajusté	890,3 \$	755,0 \$
Dette nette	3 032,5 \$	2 700,1 \$
Ratio de la dette nette sur le BAIIA	3,72	4,54
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté	3,41	3,58

Rapprochement du capital utilisé et de la dette nette

<i>(montants en millions)</i>	31 mars 2023	31 mars 2022
Utilisation du capital :		
Actifs courants	2 235,0 \$	2 148,6 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(217,6)	(346,1)
Passifs courants	(2 246,7)	(2 091,2)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	214,6	241,8
Éléments du fonds de roulement hors trésorerie	(14,7) \$	(46,9) \$
Immobilisations corporelles	2 387,1	2 129,3
Immobilisations incorporelles	4 050,8	3 796,3
Autres actifs non courants	1 763,6	1 504,6
Autres passifs non courants	(565,4)	(596,6)
Capital utilisé	7 621,4 \$	6 786,7 \$
Provenance du capital⁶ :		
Partie courante de la dette à long terme	214,6 \$	241,8 \$
Dette à long terme	3 035,5	2 804,4
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(217,6)	(346,1)
Dette nette ⁶	3 032,5 \$	2 700,1 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 507,7	4 009,7
Participations ne donnant pas le contrôle	81,2	76,9
Capital utilisé	7 621,4 \$	6 786,7 \$

Pour les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières surveillées par CAE, et pour un rapprochement de telles mesures et des mesures définies par les IFRS les plus directement comparables, veuillez vous reporter aux sections 3.7 et 3.9 du rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2023 (intégré par renvoi dans le présent communiqué) qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com), sur celui de SEDAR (www.sedar.com) et sur celui d'EDGAR (www.sec.gov).

État consolidé du résultat net

	Trimestres clos les		Exercices de douze mois clos les	
	2023	31 mars 2022	2023	31 mars 2022
<i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>				
Produits des activités ordinaires	1 256,5 \$	955,0 \$	4 203,3 \$	3 371,3 \$
Coût des ventes	894,7	683,4	3 037,0	2 415,8
Marge brute	361,8 \$	271,6 \$	1 166,3 \$	955,5 \$
Frais de recherche et de développement	40,0	34,9	143,1	120,8
Frais de vente, généraux et d'administration	149,7	143,6	560,9	489,1
Autres (profits) et pertes	(10,5)	(20,9)	(22,8)	(37,0)
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(19,3)	(15,3)	(53,2)	(48,5)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	15,3	36,0	64,3	146,9
Résultat opérationnel	186,6 \$	93,3 \$	474,0 \$	284,2 \$
Charges financières – montant net	51,4	32,5	177,7	130,6
Résultat avant impôt sur le résultat	135,2 \$	60,8 \$	296,3 \$	153,6 \$
Charge d'impôt sur le résultat	33,3	3,7	64,4	3,6
Résultat net	101,9 \$	57,1 \$	231,9 \$	150,0 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	98,4 \$	55,1 \$	222,7 \$	141,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3,5	2,0	9,2	8,3
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société				
De base	0,31 \$	0,17 \$	0,70 \$	0,46 \$
Dilué	0,31 \$	0,17 \$	0,70 \$	0,45 \$

État consolidé du résultat global

	Trimestres clos les		Exercices de douze mois clos les	
	2023	31 mars 2022	2023	31 mars 2022
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>				
Résultat net	101,9 \$	57,1 \$	231,9 \$	150,0 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Écarts de conversion liés aux établissements à l'étranger	20,6 \$	(90,5) \$	331,1 \$	(101,4) \$
Gain (perte) sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger – montant net	0,4	21,1	(112,6)	15,8
Reclassement au résultat net du gain sur les écarts de conversion	(0,2)	(0,4)	(6,4)	(4,7)
(Perte) gain sur les couvertures de flux de trésorerie – montant net	(3,8)	2,2	(14,0)	(6,0)
Reclassement au résultat net de la perte (gain) sur les couvertures de flux de trésorerie	6,0	5,0	(5,5)	(7,0)
Impôt sur le résultat	(2,3)	(5,0)	9,9	(2,0)
	20,7 \$	(67,6) \$	202,5 \$	(105,3) \$
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net				
Réévaluation des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies	18,5 \$	110,4 \$	74,2 \$	125,6 \$
Perte sur les actifs financiers détenus à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global – montant net	–	(0,1)	–	(0,1)
Impôt sur le résultat	(4,8)	(29,5)	(19,7)	(33,4)
	13,7 \$	80,8 \$	54,5 \$	92,1 \$
Autres éléments du résultat global	34,4 \$	13,2 \$	257,0 \$	(13,2) \$
Total du résultat global	136,3 \$	70,3 \$	488,9 \$	136,8 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	132,5 \$	69,4 \$	475,6 \$	129,8 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3,8	0,9	13,3	7,0

État consolidé de la situation financière

Aux 31 mars

(montants en millions de dollars canadiens)

	2023	2022
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	217,6 \$	346,1 \$
Créances clients	615,7	556,9
Actifs sur contrat	693,8	608,3
Stocks	583,4	519,8
Acomptes	64,1	56,7
Impôt sur le résultat à recouvrer	48,3	33,2
Actifs financiers dérivés	12,1	27,6
Total de l'actif courant	2 235,0 \$	2 148,6 \$
Immobilisations corporelles	2 387,1	2 129,3
Actifs au titre des droits d'utilisation	426,9	373,0
Immobilisations incorporelles	4 050,8	3 796,3
Investissement dans les participations mises en équivalence	530,7	454,0
Actifs au titre des avantages du personnel	51,1	—
Actifs d'impôt différé	125,1	117,4
Actifs financiers dérivés	9,2	10,5
Autres actifs non courants	620,6	549,7
Total de l'actif	10 436,5 \$	9 578,8 \$
Passif et capitaux propres		
Dettes fournisseurs et charges à payer	1 036,7 \$	975,1 \$
Provisions	26,7	36,7
Impôt sur le résultat à payer	21,1	22,7
Passifs sur contrat	905,7	788,3
Partie courante de la dette à long terme	214,6	241,8
Passifs financiers dérivés	41,9	26,6
Total du passif courant	2 246,7 \$	2 091,2 \$
Provisions	20,1	20,6
Dette à long terme	3 035,5	2 804,4
Obligations au titre des redevances	119,4	126,0
Obligations au titre des avantages du personnel	91,9	109,7
Passifs d'impôt différé	129,3	93,7
Passifs financiers dérivés	6,5	1,0
Autres passifs non courants	198,2	245,6
Total du passif	5 847,6 \$	5 492,2 \$
Capitaux propres		
Capital-actions	2 243,6 \$	2 224,7 \$
Surplus d'apport	42,1	38,6
Cumul des autres éléments du résultat global	167,2	(31,2)
Résultats non distribués	2 054,8	1 777,6
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 507,7 \$	4 009,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	81,2	76,9
Total des capitaux propres	4 588,9 \$	4 086,6 \$
Total du passif et des capitaux propres	10 436,5 \$	9 578,8 \$

État consolidé des variations des capitaux propres

<i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)</i>	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							
	Actions ordinaires		Cumul des autres éléments du			Résultats non distribués	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	résultat global	Total			
Soldes au 31 mars 2021	293 355 463	1 516,2 \$	22,5 \$	58,1 \$	1 543,7 \$	3 140,5 \$	72,3 \$	3 212,8 \$
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	141,7 \$	141,7 \$	8,3 \$	150,0 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(104,1)	92,2	(11,9)	(1,3)	(13,2)
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(104,1) \$	233,9 \$	129,8 \$	7,0 \$	136,8 \$
Émission d'actions ordinaires suite à la conversion des reçus de souscription	22 400 000	677,2	12,5	—	—	689,7	—	689,7
Exercice d'options sur actions	1 268 660	31,3	(4,2)	—	—	27,1	—	27,1
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	—	7,8	—	—	7,8	—	7,8
Transfert des pertes réalisées sur les couvertures de flux de trésorerie liés aux regroupements d'entreprises	—	—	—	14,8	—	14,8	—	14,8
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(2,4)	(2,4)
Soldes au 31 mars 2022	317 024 123	2 224,7 \$	38,6 \$	(31,2) \$	1 777,6 \$	4 009,7 \$	76,9 \$	4 086,6 \$
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	222,7 \$	222,7 \$	9,2 \$	231,9 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	198,4	54,5	252,9	4,1	257,0
Total du résultat global	—	— \$	— \$	198,4 \$	277,2 \$	475,6 \$	13,3 \$	488,9 \$
Exercice d'options sur actions	882 167	18,9	(2,6)	—	—	16,3	—	16,3
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	—	6,1	—	—	6,1	—	6,1
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(9,0)	(9,0)
Soldes au 31 mars 2023	317 906 290	2 243,6 \$	42,1 \$	167,2 \$	2 054,8 \$	4 507,7 \$	81,2 \$	4 588,9 \$

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Exercices clos les 31 mars

(montants en millions de dollars canadiens)

	2023	2022
Activités opérationnelles		
Résultat net	231,9 \$	150,0 \$
Ajustements pour :		
Dotation aux amortissements	342,2	310,5
Dépréciation (reprise) d'actifs non financiers – montant net	(2,4)	41,8
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(53,2)	(48,5)
Impôt sur le résultat différé	10,4	(32,4)
Crédits d'impôt à l'investissement	(5,4)	(27,5)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	(10,3)	6,4
Régimes de retraite à prestations définies	4,8	13,7
Autres passifs non courants	(15,9)	(65,9)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net	(2,5)	11,3
Autres	23,3	36,3
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(114,5)	22,5
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	408,4 \$	418,2 \$
Activités d'investissement		
Regroupements d'entreprises, nets de la trésorerie acquise	(6,4) \$	(1 883,7) \$
Acquisition d'un investissement dans des participations mises en équivalence	—	(4,3)
Dépenses en immobilisations corporelles	(268,8)	(272,2)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	5,7	8,4
Acomptes sur les immobilisations corporelles	(30,1)	—
Dépenses en immobilisations incorporelles	(126,4)	(90,6)
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence	(10,9)	(19,4)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	40,9	27,1
Autres	(4,7)	(2,4)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(400,7) \$	(2 237,1) \$
Activités de financement		
Produit net tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit renouvelables	44,5 \$	344,6 \$
Produit tiré de la dette à long terme	31,2	429,1
Remboursement sur la dette à long terme	(161,0)	(132,1)
Remboursement sur les obligations locatives	(83,4)	(89,5)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires	16,3	696,1
Autres	(0,2)	7,4
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	(152,6) \$	1 255,6 \$
Incidence des écarts de conversion sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	16,4 \$	(16,7) \$
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(128,5) \$	(580,0) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	346,1	926,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	217,6 \$	346,1 \$

Personnes-ressources

Relations avec les investisseurs :

Andrew Arnovitz, Vice-président principal, Stratégie et relations avec les investisseurs, 514-734-5760

andrew.arnovitz@cae.com

Médias :

Samantha Golinski, Vice-présidente, Affaires publiques et Communications mondiales, 514-341-2000 ext 7939

samantha.golinski@cae.com